

Evaluation des systèmes judiciaires (2018 - 2020)



Monténégro

Generated on : 24/09/2020 15:46

Données de référence 2018 (01/01/2018 - 31/12/2018)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 01/03/2019 - 01/10/2019

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 31^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2018 – 2020, portant sur les données de l'année 2018.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Le manuel d'utilisation est accessible dans l'onglet « Documentation » de l'application.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1. Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[620 029]

Commentaires Data for number of inhabitants are given in accordance with the results of the population census from 2011.

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national ou fédéral	2 152 416 255 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires The increase of public expenditure was because of the increase of the capital budget due to construction of the highway.

003. PIB par habitant (en €) en prix courant pour l'année de référence

[7 423]

Commentaires Increased GDP due to increased investments.

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[9 192]

NA

Commentaires

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[]

Autorisation de décimales : 5

NAP

Commentaires

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 5 :

Sources : Ministry of Finance, Statistical Office of Montenegro.

1.1.2. Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux des budgets alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à

la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	27 426 302 [] NA [] NAP	31 170 606 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	22 106 333 [] NA [] NAP	22 072 690 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation	914 561 [] NA [] NAP	790 692 [] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	820 243 [] NA [] NAP	786 301 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	115 000 [] NA [] NAP	82 682 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	46 910 [] NA [] NAP	17 751 [] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	3 423 253 [] NA [] NAP	7 420 487 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : During 2018, there was a amending of budget, so additional funds were allocated to the budget unit "Judiciary".

The increase of approved and implemented budget for ICT was in order to provide for new communication and security equipment for all courts, in terms of preparation for introduction and implementation of the new information system. Old equipment for the courts was replaced with new one and equipment for the new employees was provided as well.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux des budgets publics alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : In 2018, courts did not have individually allocated funds for provision of free legal aid, but the funds were within the legal services account.

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	(X) Oui () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

S'il existe des exceptions à la règle de payer une telle taxe , veuillez préciser ces exceptions :

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- In civil proceedings, the fee is paid according to the value of the case.
 In the enforcement proceedings, the fee is paid according to the value of enforcement or security.
 In a non-contentious proceedings, criminal proceedings based on a private lawsuit, administrative dispute and insolvency proceedings of companies, a tax shall be paid at a tariff fee.
 Law on Court Fees states fee tariff for pleadings, decisions and court settlements in civil and enforcement proceedings, the amount of fees for non-contentious proceedings, the fees in proceedings on insolvency of companies, the amount of fees for pleadings and decisions in criminal proceedings conducted by private prosecution and in an administrative dispute.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

- [70]
- [] NA
- [] NAP

Commentaires For claims in civil proceedings with dispute value amounting over € 500 and up to € 5,000, a fee in the amount of € 20 and 2% is payable on the difference of the amount exceeding € 500.

This means that the court fee for filing a debt claim in the amount of € 3,000 would be € 70.

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

- [1 315 146]
- [] NA
- [] NAP

Commentaires

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales

TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	163 970 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	8 949 884 [] NA [] NAP	8 962 024 [] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The difference between the approved and implemented budget refers to payment of liabilities from the previous period - court executions in the amount of 173096 € which are carried out through the Ministry of Finance.

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
--	---	--	--

Ministère de la Justice	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP			
Autre ministère	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP			
Parlement	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Cour Suprême	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP			
Conseil Supérieur de la Magistrature	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP			
Organisme d'inspection	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP			
Autre	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP

Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser : The Judicial Council submits the proposal of the Judicial Budget to the Ministry of Finance, which, together with the proposal of the other budget units, is submitted in the form of a draft to the Government. State Audit Institution controls the regularity (legality), economy, effectiveness and efficiency of budget expenditure and state property management. The results of the audits, Institution reports to the Assembly, by filing an annual report. The annual report is submitted to the Assembly and the Government by the end of October.

014-1. (ancienne question 61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Président du tribunal	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Directeur administratif du tribunal	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Greffier en chef	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : A Department of Finance and Accounting of the Secretariat of the Judicial Council, performs payment of bills for all courts in Montenegro. In this way, the budget execution is also controlled.

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6 à 14 :

Sources : Secretariat of the Judicial Council and Report on work of the JC.

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	53 103 179 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Judiciary - 28.777.436,05€ of which, the Judicial Council 1.351.345,60€ and courts 10.463.521,86€
Prosecution - 8.949.884,68€ of which, for Prosecutorial Council 541.114,38€ Judicial Training Centre -624.240,06€
Ministry of Justice - 13.611.785,96€ of which the prison system - 10.086.836,33€ Constitutional Court - 1.139.832,86€

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Tribunaux (voir question 6 ou 7)	(X)	()	()
Aide judiciaire(voir question 12 ou 7)	(X)	()	()
Ministère public (voir question 13 ou 7)	(X)	()	()

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Système pénitentiaire	(X)	()	()
Service de probation	(X)	()	()
Conseil supérieur de la magistrature	(X)	()	()
Cour constitutionnelle	(X)	()	()

Service de gestion du système judiciaire	()	()	(X)
Service de l'avocat d'Etat	()	(X)	()
Service de l'exécution	()	(X)	()
Notariat	()	(X)	()
Service d'expertise légale	()	(X)	()
Protection judiciaire de la jeunesse	(X)	()	()
Fonctionnement du ministère de la Justice	(X)	()	()
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	()	(X)	()
Service d'immigration	()	(X)	()
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	()	(X)	()
Autres	()	(X)	()

Si « autres », veuillez préciser :

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 15-1, 15-2 et 15-3:

Sources : Ministry of Justice.

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1. Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant d'aller devant le tribunal et durant la procédure ?

- Free legal aid implies the provision of resources for full or partial coverage of costs for legal counselling, preparation of pleadings, representation in proceedings before the court, the State Prosecution and the Constitutional Court of Montenegro and any procedure for out-of-court dispute settlement and in proceedings involving bailiffs, as well as exemption from payment of the costs of court proceedings.

017. L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser : Legal aid includes exemption from court fees.

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser : Free legal aid in proceedings before the bailiffs imply exemption from the cost of drafting proposals for the enforcement and advance payment of the costs to the bailiffs.

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

2.1.2. Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	563 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

En matière pénale	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant :

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Victimes	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : The property is not priced according to the amount. In accordance with the Law on Free Legal Aid the right to free legal aid may be exercised by: a Montenegrin citizen; a person without citizenship (stateless person) who resides legally in Montenegro or a person seeking asylum in Montenegro; a foreigner with permanent residence or temporary residence or any other person legally residing in Montenegro; any other person in accordance with the ratified international treaties. The right to free legal aid, without the assessment of financial standing, may be exercised by: a beneficiary of family allowance or any other social care benefit, in accordance with the law governing social and child care, a child without parental care, a person with disability, a victim of the criminal offence involving domestic violence or violence in domestic unit and human trafficking; as well as the victim of domestic violence in accordance with the Law regulating the protection against domestic violence; person of poor financial standing.

In 2018, the costs of hiring lawyers in providing free legal aid, before all courts, it was spent a total of € 163.970,15.

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou en raison de l'absence d'un éventuel succès) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire : Free legal aid is NOT provided in: - proceedings before commercial courts and procedure involving registration of the type of economic activity performed, - procedure for the award of damages in relation to defamation and insult, - proceedings initiated on the basis of the lawsuit for reducing the amount of child support where the person who is obligated to pay for the support failed to fulfil such obligation, except if the failure to fulfil such obligation has not been his/her fault.

In deciding on the request, the competent authority shall evaluate all the circumstances and facts of the request, and in particular whether the subject of the application is manifestly ill-founded or there are likely prospects for success.

The case in relation to which an application was filed is deemed as manifestly unfounded if:

- 1) the value of the claim is disproportionate to the actual state of affairs,
- 2) the Applicant is abusing the possibility of being granted legal aid for a legal matter for which the Applicant would not have otherwise sought legal services even if his financial situation would allow that, or
- 3) it is contrary to the case law in legal matters with similar factual state and legal grounds.

Legal aid shall not be granted to an Applicant for a case in which he has previously desisted from complaint or pursuant to Law it is believed that he has desisted from the complaint.

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

le tribunal

une instance extérieure au tribunal

une instance mixte (tribunal/organe externe)

Commentaires

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	(X) Oui () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

Commentaires

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23 :

Sources : Ministry of Justice.

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1. Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui	Adresse(s) internet :
aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	()	(X) www.sudovi.me; www.pravda.gov.me; www.sluzbenilist.me; http://www.tuzilastvocg.me
à la jurisprudence des hautes juridictions	()	(X) www.sudovi.me
à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne)	()	(X) www.sudovi.me; www.pravda.gov.me

Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « à d'autres documents » : Other documents include: application forms for judicial exam, exam for court interpreters, court experts, trainees in courts and public prosecution offices, e-services, etc.

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

- (X) Oui, toujours
() Non
() Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaires - Si oui seulement dans quelques situations particulières, veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle/viol	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes du terrorisme	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Mineurs (témoins ou victimes)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Minorités ethniques	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Personnes handicapées	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Délinquants mineurs	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si « autres personnes vulnérables » et/ou « autres modalités particulières », veuillez préciser : The Criminal Procedure Code stipulates that the injured party who is the victim of a criminal offense against sexual liberty shall be entitled to hearing and the procedure conducted by a judge of the same sex, if it allows the personnel composition of the court. The injured party - victim of a criminal offence against sexual liberty, as well as child being heard in the capacity of witness, shall be entitled to testify in separate premises before a judge and a court reporter, whereas the Prosecutor, accused person and defense attorney shall be given the possibility to view the course of hearing from other premises and to put questions to the witness, after having been duly instructed by the court thereon. The instruction shall be entered in the record. The court may decide that this provision be also applied to the testimony of the injured party who is the victim of discrimination.

The Criminal Procedure Code also stipulates specific rules for the hearing of the accused or a witness who is deaf or dumb. Thus, the hearing of these persons shall be conducted through an interpreter who took an oath.

031-1. Les mineurs peuvent-ils être parties à une procédure judiciaire :

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser pour quelles procédures (civile, pénale, administrative/procédure normale ou accélérée) et à quelles conditions (les mineurs peuvent-ils bénéficier de l'aide judiciaire, d'un avocat, etc.) :

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

(X) Oui, veuillez préciser pour quels types d'infractions :The defendant in the criminal proceedings has the right to submit a motion for the enforcement of a claim on property, which is a result of the commission of the criminal offense, and the same court will discuss it if it does not substantially delay the criminal proceedings. The property claim may, inter alia, relate to the compensation of damage. In civil proceedings the injured party may bring an action for pecuniary or non-pecuniary damage. Also, Montenegro passed the Law on Compensation of Victims of Violent Crimes, which regulates the conditions, method and procedure for exercising the right to compensation for victims of crimes of violence, which shall be applicable from the date of Montenegro's accession to the European Union.

() Non

Commentaires

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

033. Si oui, cette indemnisation provient-elle :

[] d'un dispositif avec des fonds publics

[X] des dommages et intérêts à payer par la personne responsable

[] d'un dispositif avec des fonds privés

Commentaires

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge". (La réponse NAP signifie que le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision d'un juge est nécessaire.)

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser :

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée excessive de la procédure	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Non-exécution des décisions de justice	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Arrestation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Condamnation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) :

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice



038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? Si oui, à quelles fréquences et à quels niveaux ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
1. Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
2. Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
3. Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
4. Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc

5. Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
6. Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
7. Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
8. Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaires - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : <https://gamn.org/wp-content/uploads/2018/12/GA-Istra%C5%BEivanje-o-povjerenju-gra%C4%91anasudija-i-tu%C5%BEilaca-u-pravosu%C4%91e-2018-2.pdf>

https://www.udruzenjesudija.me/images/pdfovi/Istraživanje_ankete_sudije_tužici_graani_2018.-min.pdf

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

Oui

Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Conseil supérieur de la magistrature	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnisations accordées
Tribunal concerné	143 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Instance supérieure	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Ministère de la Justice	165 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur de la magistrature	144 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : Law on Judicial Council and Judges states that, the Judicial Council considers complaints against the work of judges and court presidents. The Courts Rules of Procedure states that the chief judge shall examine, either personally or through a person duly assigned by him, every customer complaint concerning the work of either the court or individual judges, officers, and employees. Before responding to the complaint in the shortest time possible, a chief judge shall notify of the complaint the person whose work it refers to, request from that person an explanation verbally or in writing, review the case files, and take other steps necessary to assess the validity of the complaint. Response to complaints and petitions shall be submitted no later than 30 days from the date of filing.

Conditions, the manner and the procedure of realization of judicial protection of right to trial within a reasonable time, as well as fair redress in the event of violation of right to trial within a reasonable time shall be enforced through a special Law.

Legal remedies for the protection of right to trial within a reasonable time are:

1) Request to accelerate the proceedings (the request for control), 2) Action for fair redress.

Cases dealing with the protection of right to trial within a reasonable time shall be dealt with urgency by the court. The president of the court shall make a decision on the request for control.

In courts having more than ten judges, a judge who will decide about requests for control apart from the president of the court, may be appointed under the annual schedule of assignments. President of the court or a judge shall not decide on the request for control in the case they act or were acting in the capacity of judge. If the president of the court, is not allowed to decide in the case, the president of the next higher court shall decide about the request for control.

The Protector of Human Rights and Freedoms is empowered to deal with complaints relating to the work of the courts in the event of delays in the proceedings, misuse of procedural powers or non-execution of court decisions.

The Ministry of Justice, through the judicial inspection, carries out inspection supervision in courts in relation

In 2018, the Supreme Court of Montenegro received 143 complaints on the work of the courts and judges, of which 10 were based, and unfounded 133.

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1. Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques.

Nombre de tribunaux

42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	15 [] NA [] NAP
42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	5 [] NA [] NAP
42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	25 [] NA [] NAP

Commentaires

043. Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère instance

	Nombre de tribunaux
Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2)	5 [] NA [] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	1 [] NA [] NAP
Tribunaux des faillites	[] NA [X] NAP
Tribunaux du travail	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires familiales	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[] NA [X] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[] NA [X] NAP
Tribunaux administratifs	[] NA [X] NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	[] NA [X] NAP

Tribunaux militaires	[] NA [X] NAP
Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autres tribunaux spécialisés de 1ère instance », veuillez donner des précisions :

044. Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée [par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux] ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez préciser :

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
le recouvrement d'une petite créance	15 [] NA [] NAP
le licenciement	15 [] NA [] NAP
le vol avec violence	17 [] NA [] NAP
faillite	1 [] NA [] NAP

Commentaires

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[1 000]

Commentaires According to the Law on Civil Procedure, small claims disputes are those with the pecuniary claim that does not exceed 1,000 Euro.

Small claim disputes shall also include disputes which are not of pecuniary nature but for which the plaintiff has stated in the complaint that he will accept certain monetary sum that does not exceed the amount of 1,000 Eur.

Small claim disputes shall also include those disputes in which the main subject matter is not of pecuniary nature but the transfer of a

moveable asset with value, as stated in the complaint by the plaintiff, that does not exceed the amount of 1,000 Eur.

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 42, 43 et 45:

Sources : Supreme Court of Montenegro.

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1. Juges et personnels non-juges



046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	310 [] NA [] NAP	123 [] NA [] NAP	187 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	215 [] NA [] NAP	86 [] NA [] NAP	129 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	76 [] NA [] NAP	32 [] NA [] NAP	44 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes	19 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP	14 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	25 [] NA [] NAP	17 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	20 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	4 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

Commentaires

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si possible au 31 décembre de l'année de référence):

	Donnée
Donnée brute	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Donnée en équivalent temps plein	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

Non

NAP

Commentaires

049. Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée) :

	Donnée
Donnée brute	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Donnée en équivalent temps plein	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
affaires pénales (infractions graves)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires pénales (infractions mineures)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires familiales	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires de droit du travail	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

affaires de droit social	()	(X)	()
affaires commerciales	()	(X)	()
affaires de faillite	()	(X)	()
autre affaires civiles	()	(X)	()

NAP

Commentaires - Si autre, veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quell(s) type(s) d'affaire(s) ?

affaires pénales

affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

NA

NAP

Commentaires

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	978 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	247 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	731 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision)	698 [] NA [] NAP	81 [] NA [] NAP	617 [] NA [] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	107 [] NA [] NAP	35 [] NA [] NAP	72 [] NA [] NAP
4. Personnels techniques	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
5. Autres personnels non juges	173 [] NA [] NAP	131 [] NA [] NAP	42 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres personnels non juges », veuillez préciser :

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés)

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	978 [] NA [] NAP	247 [] NA [] NAP	731 [] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	761 [] NA [] NAP	217 [] NA [] NAP	544 [] NA [] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	185 [] NA [] NAP	26 [] NA [] NAP	159 [] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	32 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP	28 [] NA [] NAP

Commentaires

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- pour l'aide judiciaire
- en matière familiale
- pour les ordres de paiement
- pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- exécution des affaires civiles

- exécution des affaires pénales
- autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- pour les affaires non contentieuses
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- Oui
- Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives
- le nettoyage
- autres types de services (veuillez préciser) :

Commentaires

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52

Sources : Secretariat of the Judicial Council.

3.3. Ministère public

3.3.1. Procureurs et personnel



055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées .

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	119 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	45 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	74 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	89 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	34 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	55 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	21 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP	14 [] NA [] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	9 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : In the column "Number of prosecutors at first instance level", in addition to the number of state prosecutors in the basic state prosecutor's offices, the number of special state prosecutors is included, 11 in total, out of which 7 women and 4 men.

Also, we note that the above total number of state prosecutors include the heads of state prosecutor's offices, which was not the case in the previous report.

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	17 [] NA [] NAP	10 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	14 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	2 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : In the column "Number of heads of prosecution offices at first instance level", besides the heads of the basic state prosecutors' offices, the number includes also the head of the Special State Prosecutor's Office, i.e. the Chief Special Prosecutor.

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[]
[] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

() Oui

() Non

[] NAP

Commentaires

059-1. Les Parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

060. Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (sans le nombre de personnels non juges, v. question 52)(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	222 [] NA	56 [] NA	166 [] NA

Commentaires

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 55, 56 et 60

Sources : Performance Report of the Prosecutorial Council and State Prosecution Office 2018.

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	(X) According to the Law on Judicial Council and Judges When making a decision on the appointment of judges and court presidents, the Judicial Council shall take into account the proportional representation of minorities and other minority communities and gender-balanced representation.	()

des procureurs	(X) According to the Law on State Prosecution Service In rendering its decisions on the election of the heads of the state prosecution offices and state prosecutors, the Prosecutorial Council shall take into account the proportionate representation of the members of minority nations and other national communities as well as gender balance.	()
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	(X) According to the Law on Judicial Council and Judges When making a decision on the appointment of judges and court presidents, the Judicial Council shall take into account the proportional representation of minorities and other minority communities and gender-balanced representation.	()

des procureurs	(X) According to the Law on State Prosecution Service In rendering its decisions on the election of the heads of the state prosecution offices and state prosecutors, the Prosecutorial Council shall take into account the proportionate representation of the members of minority nations and other national communities as well as gender balance.	()
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

3.4.2 Au niveau national

061-4. Disposez-vous, au niveau national, d'une ou de plusieurs enquêtes ou rapports récents concernant, en tout ou partie, la répartition hommes/femmes au sein du système judiciaire concernant :

	Oui	Non
les juges	(X)	()
les procureurs	(X)	()
le personnel non-juge	()	(X)
les avocats	()	(X)
les notaires	()	(X)
les agents d'exécution	()	(X)

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? Data on the gender and age structure of state prosecutors is published in the annual performance report of the Prosecutorial Council and the State Prosecution Office, by respective state prosecutor's offices. Data on the gender and age structure of Presidents of courts and judges is published in the Annual Report on the Work of the Judicial Council and Total Balance in the Judiciary for 2018.

061-5. Existe-t-il un programme national ou un document d'orientation visant à promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le système judiciaire ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou indiquer le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ?

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
le recrutement des juges	()	(X)
la promotion des juges	()	(X)
le recrutement des procureurs	()	(X)
la promotion des procureurs	()	(X)
le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
la promotion du personnel non-juge	()	(X)

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte)

[X] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité homme/femme)

[X] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

[X] NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et leurs fonctions. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires - Si « autres », pouvez-vous préciser ? Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

NAP

061-10. Dans le système judiciaire de votre pays (en se basant éventuellement sur des évaluations, études ou rapports officiels), quelles sont les principales causes d'inégalités dans :

les procédures de recrutement (veuillez préciser) :

les procédures de promotion et l'accès aux fonctions de responsabilité (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

NAP

061-11. Dans vos tribunaux, une attention particulière est-elle portée à la question de la parité vis-à-vis du public ou des usagers de la justice, notamment :

	Oui, veuillez préciser	Non
les magistrats ou personnel des tribunaux sont plus des hommes ou des femmes selon certains types d'affaires	()	(X)
la composition des audiences collégiales est toujours mixte	()	(X)

il existe des statistiques hommes/femmes concernant les personnes qui saisissent le tribunal/les victimes, les auteurs d'infractions, etc.	()	(X)
--	-----	-------

Commentaires - si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau des l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> autre
TI Gouvernance informatique	<input checked="" type="checkbox"/> gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> organisées au niveau des l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> autre

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
-------------------------------	--------------------------

Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> No
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> No
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

065-3. Existe-t-il un dispositif de détection et de valorisation des innovations en matière de technologies de l'information issues d'initiatives personnelles et/ou des tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires (précisez notamment les projets ayant connu des développements nationaux) Through the Working group for monitoring the implementation of PRIS, and the proposals and initiatives are submitted through the help desk.

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

Oui

Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

les processus opérationnels

la charge de travail

les ressources humaines

les coûts

autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact) - Disposition time shortened

- Less time needed for individual operations

- The reports are issued faster than before

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) There is the Agency for the Protection of Personal Data and a set of laws and by-laws issued in this field.

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : All judgments in all proceedings and cases were recorded in a centralized database and most of them were published anonymized on the portal sudovi.me.

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

(X) Oui

() Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

[] Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

[X] Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

[X] Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction



062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

(X) Oui

() Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- 100% - accessible à l'ensemble de l'appareil judiciaire
- 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- 1-9% - dans un seul tribunal
- 0% (NAP) - Pas d'accès

NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

Oui

Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/coconnexion d'un CMS avec un outil statistique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input checked="" type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> les deux <input type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input checked="" type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input checked="" type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> les deux <input type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input checked="" type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input checked="" type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> les deux <input type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input checked="" type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	---	--	--	--

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Registre relatif aux entreprises	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l'outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d'autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Gestion des frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100%	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
	<input type="checkbox"/> 50-99%	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non
	<input type="checkbox"/> 10-49%		
	<input type="checkbox"/> 1-9%		
	<input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP)		
	<input type="checkbox"/> NA		

Commentaires

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l'activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

- Oui
 Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	() Oui () Non [] NA [] NAP
Information disponible dans le CMS	() Oui () Non [] NA [] NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

- () Oui
(X) Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]
Pénale	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]
Administrative	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]

Commentaires

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats

et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Communication entre le tribunal et les avocats représentant les parties

Oui

Non

Communication entre le tribunal et les parties non représentées par un avocat

Oui

Non

Commentaires

064-6-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui

Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
-----------------------	---	--	---	---

Commentaires There are not yet possibilities of electronic communication between courts and lawyers and/or parties.

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés ? (contentieux de faible valeur, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc

- veuillez préciser en commentaire)

() Oui

(X) Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition de parties, etc.).

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Pénale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Administrative	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement

Commentaires

3.6. Performance et évaluation

3.6.1. Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
dans les services du ministère public	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

3.6.2. Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

Oui

Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des juges et des personnels des tribunaux

satisfaction du personnel des tribunaux

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

coûts des procédures judiciaires

nombre de recours

taux de recours

clearance rate

disposition time

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

Oui

Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des procureurs et des personnels des ministères publics

satisfaction du personnel des services du ministère public

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)

coûts des procédures judiciaires

clearance rate

disposition time

pourcentage de condamnations et d'acquittements

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

Oui

Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : The regular evaluation of the activities of each court is carried out for a period of 6 months and annually. However, courts are obliged to submit reports for a period of one to three months if needed.

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

[] Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

[] Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

[] Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

[] Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

(X) Oui

() Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

(X) Annuelle

() Moins fréquente

() Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

[] Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

[] Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

[] Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

[] Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) :

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection
- Cour Suprême
- Organe d'audit extérieur
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) :

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit extérieur
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

3.6.3.Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public



070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	()	(X)
dans les services du ministère public	()	(X)

Commentaires

3.6.4. Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Judicial Council Secretariat, Miljana Vukova bb. st., Podgorica

() Non

Commentaires

080-1. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal:

- Oui, sur internet
- Non, seulement en interne (sur un site intranet)
- Non

Commentaires

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

- Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :
- Non

Commentaires The Prosecutorial Council forms the Commission for drafting Annual Performance Report of the Prosecutorial Council and the State Prosecution Office for the previous calendar year to be considered and adopted at the session.

In the Secretariat of the Prosecutorial Council within the Department for General and Human Resources Affairs, the position of an Independent Advisor I - Advisor for Statistical Reporting and Data Analysis was systematised.

080-3. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public?

- Oui, sur internet
- Non, seulement en interne (sur un site intranet)
- Non

Commentaires

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

- Internet
- Intranet
- Diffusion papier

Commentaires The Law on Courts provides that the President of the court shall be obliged to report on work of the court to the Judicial Council and the Ministry, not later than 10 February of the current year for the previous year, and to publish it on the website of the court. The contents of the annual report on the work of the court is prescribed by the Court Rules of Procedure. The report contains: the total workload of each department or individual councils and single sitting judge, the number of pending cases at the beginning of the reporting period, the number of cases filed, the number of closed cases and the way of dealing with, the number of unfinished cases at the end of the reporting period, the number of decisions performed after termination of the legal deadline, length of the exceeded deadline and number of the adopted control requirements, analysis of the work of the court, observed problems and deficiencies, as well as measures to be taken to remove them in order to achieve efficiency.

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

Commentaires

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, des objectives et une évaluation de l'activité)?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

- Internet
 Intranet
 Diffusion papier

Commentaires

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to Criminal Procedure Code the Chair of the Panel shall, if necessary, set a preparatory hearing for the purpose of determining the future course of the main hearing and planning as to which evidence, in what manner and at what time shall be presented at the main hearing, summon to a preparatory hearing the parties, defense attorney, injured party, proxy of the injured party, and, as needs be, an expert witness and other persons.

Preparatory hearing is held without the presence of the public and of which records are made and signed by the parties and other persons present, the Chair of the Panel shall inform the participants of the future course of the main hearing and ask for their comments thereon and for their proposals as to evidence, and shall invite them to state whether they are available to appear at the main hearing at the time planned by the Chair of the Panel. At the preparatory hearing the parties shall particularly be cautioned that they must, as a rule, make all evidentiary proposals at the preparatory hearing and that if they submit new proposals at the main hearing they shall justify in detail why

they did not do so at the preparatory trial, as well as that the court shall reject such proposals unless the parties demonstrate that at the time of the preparatory hearing they did not know or could not have known of certain evidence or facts that should be proven. Persons referred to in previous paragraph may at the preparatory hearing be orally informed as to the time of holding one or more planned hearings of the main hearing, which shall be entered in the records, in which case these persons shall be considered duly summoned to the main hearing.

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Also, except in criminal proceedings, the court shall schedule the preparatory hearing upon the receipt of the response to the complaint in civil procedure, too. Except in cases where upon the examination by the court of the complaint and response to the complaint it determines that there are no disputable facts between the parties or when due to the simplicity of the case, the court determines that the preparatory hearing is unnecessary.

In the summons for the preparatory hearing, the court shall inform the parties of consequences should they fail to appear at the preparatory hearing and that they are obliged to present all facts on which the claims are based and disclose all the evidence that they want to present in the course of proceedings and to bring to the preparatory hearing all the documents and items that they want to use as evidence.

Issues related to any obstacles to further course of the proceedings shall be heard after the presentation of the complaint and the response to the complaint. Evidence related to these issues can be presented at the preparatory hearing when necessary. In the course of preparatory hearing, court shall try, by asking questions, to present all decisive facts, complement all incomplete information on important facts, to specify or supplement evidence related to the allegations of the parties and provide all clarifications needed for the establishment of facts. Based on the deliberations at the preparatory hearing, the court shall decide and give directions on the issues to be discussed and the evidence to be presented at the main hearing.

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

Oui

() Non

Commentaires

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

() Annuelle

(X) Moins fréquente

() Plus fréquente

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

[] Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)

[] Procureur général /Procureur de la République

[X] Conseil supérieur des procureurs

[] Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

[] Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation

() Annuelle

(X) Moins fréquente

() Plus fréquente

Commentaires Performance of state prosecutors who have permanent office, apart from the Supreme State Prosecutor and state prosecutors in the Supreme State Prosecutor's Office, is evaluated every three years to assess their competence, quantity and quality of work, ethics and training needs, as well as for the purpose of promotion to the state prosecution of higher degree.

State prosecutors, who have been elected for a term of four years, are evaluated after two years of work, as well as at the end of the mandate.

Rulebook on orientation criteria for determining the required number of judges and other court officers adopts Ministry of Justice on the proposal of the Judicial Council.

C4. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Judicial Council, Prosecutorial Council.

4. Procès équitable

4.1. Principes

4.1.1. Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. Ratio entre le nombre total de procédures de récusations initiées et le nombre de récusations qui ont abouti (au cours de l'année de référence) :

[]

[X] NA

Commentaires Number of submitted challenges is 1.838

Number of successful challenges is 1.272

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?

[X] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[X] Pour les procédures civiles (durée)

[X] Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour Européenne des droits de l'Homme au niveau de l'Etat/au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées): The Law on the Protection of the Right to Trial Within a Reasonable Time provides mechanisms for the protection of this right. The party may file a request for control to the President of the court i.e. an action for fair redress shall be brought before the Supreme Court. Statistical data on cases and duration of any other case can be obtained through the Judicial Information System (PRIS).

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation par la Cour Européenne des droits de l'Homme ?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires The Law on Civil Procedure defines that when the European Court of Human Rights establishes violation of human rights and fundamental freedoms guaranteed by the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, the party may, within three months from the final judgment of the European Court of Human Rights, submit request to the court which judged in the first instance in the case where a decision that violates human rights and fundamental freedom was made, to change the decision by which that right or fundamental freedom has been violated, if committed violation cannot be removed in any other way except by reopening of procedure.

In the reopening of procedure, the court is bound by the legal views expressed in the final judgment of the European Court of Human Rights by which is established violation of basic human right or freedom. Also, the Criminal Procedure Code defines the possibility that the criminal procedure finalized by a final verdict is repeated in favour of the accused person, if by the decision of the European Court of Human Rights or another court established by a ratified international treaty it was found that human rights and fundamental freedoms have been violated in the course of the criminal proceeding and that the judgment is based on such violation, provided that the reopening of the proceedings can remedy such violation.

Also, the Law on Administrative Dispute defines as one of the reasons for the repeating the proceeding finalized by final decision – contrast of the verdict of the Administrative court from the verdict of the European Court of Human Rights in the same matter. Proceeding is repeated upon the request of the party.

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions dans ce chapitre.

Sources : Supreme Court of Montenegro.

4.2. Durée des procédures

4.2.1. Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

[X] en matière civile

[X] en matière pénale

[X] en matière administrative

[] Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In criminal cases proceedings against minors are urgent, proceedings for offenses committed in an organized manner, detention cases. In civil proceedings, the procedure by the so-called lawsuits per instance, labor disputes, trespassing, proceedings for enforcement and claims securing, physical divisions, disputes for child maintenance support, are urgent. The procedure for adopting temporary measures in administrative proceedings is urgent. In Administrative disputes upon request of the plaintiff, the authority whose act is executed, respectively the authority competent for the execution if it is an act of an organization that is not authorized for the execution, shall defer the execution pending the validity of the court decision, if the execution might cause a damage to the plaintiff which could hardly be redressed, and if the deferment is not against the public interest or would not cause any major irreparable damage to the opposing party.

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

[X] en matière civile (petits litiges)

[X] en matière pénale (infractions mineures)

[X] en matière administrative

Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In the small claim disputes proceedings, the record of the main hearing, in addition to the information required also contains the following: if the court schedules the main hearing and the plaintiff fails to appear at the hearing in spite of being duly summoned, the court renders a judgment by which it shall dismiss the statement of claims (the judgment based on waiver), the judgment in the small claim disputes proceedings is rendered immediately after conclusion of the main hearing, special rules on refuting decisions, shorter deadlines for the execution of the period of the sentence ordered by decision.

Summary procedure is prescribed for the offenses for which the main prescribed punishment is a fine or imprisonment of up to five years. Compared with the regular criminal proceeding, this form of the process has certain characteristics such as. in the indictment not charges, already indictment by a state prosecutor, or an indictment of an injured or private lawsuit; grounds for detention; duration of detention; Preliminary Examining indict; hearing for conciliation.

Also, the offenses for which, as punishable by fine or imprisonment up to three years, at the proposal of the state prosecutor and with the consent of the victim, the judge may issue a decision on punishment without trial.

In addition, the procedure for the imposition of judicial admonition is a different procedure. Thus, judicial admonition is imposed solution which shall be issued immediately after the end of the trial, with relevant reasons, grounds for contesting are differently placed in relation to the regular procedure, and on appeal, if an appeal against the decision on judicial admonition was pronounced by the prosecutor at the expense the accused, the appellate court may render a judgment finding the defendant guilty and impose a fine or a suspended sentence if it finds that the Trial court correctly established the relevant facts and the proper application of the law can impose a fine or a suspended sentence.

In the administrative procedure, in the event that the court finds that the challenged administrative act or other administrative activity contains such deficiencies that prevent the assessment of legality, it may annul the act or other administrative activity by a verdict and without the submission of a delivery of the charges.

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements par oral, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

affaires civiles

affaires pénales

affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Criminal Procedure Code states possibility for parties and injured party to waive the right to appeal immediately after the judgment was delivered to him/her. In such case copy of the decision shall be delivered only upon request of the parties. If the both, defendant and injured party, waived the right to appeal upon the announcement of the decision, and no party requested delivery of the judgment, written copy of the judgment doesn't have to contain statement of reasons.

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

4.2.2. Gestion des flux d'affaires – première instance



091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1 ^{ère} instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	32 910 [] NA [] NAP	43 535 [] NA [] NAP	45 359 [] NA [] NAP	31 079 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	20 603 [] NA [] NAP	28 852 [] NA [] NAP	30 383 [] NA [] NAP	19 072 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	1 235 [] NA [] NAP	3 993 [] NA [] NAP	3 991 [] NA [] NAP	1 237 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	925 [] NA [] NAP	2 886 [] NA [] NAP	2 847 [] NA [] NAP	964 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	310 [] NA [] NAP	1 107 [] NA [] NAP	1 144 [] NA [] NAP	273 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

3. Affaires administratives	10 740 [] NA [] NAP	9 112 [] NA [] NAP	9 451 [] NA [] NAP	10 394 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autres affaires	332 [] NA [] NAP	1 578 [] NA [] NAP	1 534 [] NA [] NAP	376 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires The decrease in the number of other non litigious cases was due to the reduced influx of cases in cases of inheritance (“O” register), because according to the Law on Amendments to the Law on Non-contentious Procedure the aforementioned cases are forwarded to notaries for further action. The increase in the number of administrative law cases was due to the increased influx of cases in administrative cases (“U” register) (Increase in the number of cases arising from claims filed by beneficiaries of compensations based on the birth of three or more children to decisions of the Ministry of Labor and Social Welfare during 2017 and 2018).

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Succession cases, cases on appeals of notary's decisions, cases on appeals on civil and non- contentious decisions, serious non - contentious cases.

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Enforcement cases (I)

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	37 553 [] NA [] NAP	74 379 [] NA [] NAP	72 465 [] NA [] NAP	39 467 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
1. Infractions graves	1 590 [] NA [] NAP	3 781 [] NA [] NAP	3 646 [] NA [] NAP	1 725 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
2. Infractions mineures	12 538 [] NA [] NAP	45 878 [] NA [] NAP	40 177 [] NA [] NAP	18 239 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
3. Autres affaires	23 425 [] NA [] NAP	24 720 [] NA [] NAP	28 642 [] NA [] NAP	19 503 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de

la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. The increase of criminal law cases is due to the inclusion of misdemeanor offences enforcement cases (IPS) (registry/ Basic Misdemeanor Courts) under "other cases".



4.2.3. Gestion des flux d'affaires – seconde instance

097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	3 373 [] NA [] NAP	11 073 [] NA [] NAP	11 289 [] NA [] NAP	3 157 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

2.2.3. Autres affaires liées aux registres	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
2.3. Autres affaires non contentieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
3. Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP			
4. Autres affaires	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP			

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	80 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 671 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 683 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	68 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Infractions graves	80 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 535 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 547 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	68 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Infractions mineures	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 136 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 136 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

4.2.4. Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême

Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	425 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 202 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 865 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	762 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	350 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 440 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 532 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	258 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
2.3. Autres affaires non contentieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
3. Affaires administratives	75 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 762 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 333 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	504 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui

() Non

Commentaires

099-1-1. Si oui, veuillez indiquer le nombre :

d'affaires reçues par la Cour suprême ? [7 572]

d'affaires classées par cette procédure ? [0]

Commentaires 7572 is total number of received cases by the Supreme Court of Montenegro in 2018. We can not provide the exact number closed by this procedure.

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	2 [] NA [] NAP	90 [] NA [] NAP	85 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
1. Infractions graves	2 [] NA [] NAP	90 [] NA [] NAP	85 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
2. Infractions mineures	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

4.2.5. Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques



101. Nombre d'affaires de divorce contentieux, licenciement, faillite, vol avec violence, homicide volontaire, relatives aux demandeurs d'asile et relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.
Divorce contentieux	346 [] NA [] NAP	1 637 [] NA [] NAP	1 451 [] NA [] NAP	532 [] NA [] NAP
Licenciement	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Faillite	315 [] NA [] NAP	679 [] NA [] NAP	692 [] NA [] NAP	302 [] NA [] NAP
Vol avec violence	1 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP
Homicide volontaire	39 [] NA [] NAP	31 [] NA [] NAP	33 [] NA [] NAP	37 [] NA [] NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	0 [] NA [] NAP	22 [] NA [] NAP	17 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	[] NA [X] NAP			

Commentaires

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours juridictionnels relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. Law on International and Temporary Protection of Foreigners governs the principles, conditions, and procedures for granting international and temporary protection to a foreigner seeking international protection; the rights and duties of a foreigner seeking international protection, an asylee, a foreign granted subsidiary protection, a granted temporary protection; as well as the conditions and the procedure for the withdrawal and cessation of asylee status, subsidiary and temporary protection. This Law shall apply from 1 January 2018.

- Asylum shall be granted to a foreigner seeking international protection, who is outside the country of his origin, and owing to a well-founded fear of being persecuted for reasons of race, religion, nationality, membership of a particular social group or political opinion, is unable or, owing to such fear, is unwilling to avail himself of the protection of that country.

- The procedure upon an application for international protection, as well as the reception and accommodation of a foreigner seeking international protection, temporary protection, subsidiary protection shall be conducted by the state administration authority responsible for internal affairs (Ministry of the Interior).

- The tasks regarding the accommodation and reception of a foreigner above shall be carried out by the Ministry through its unit for providing accommodation to foreigners seeking international protection (the Reception Centre). The tasks regarding the accommodation of asylees, foreigners granted subsidiary protection and foreigners granted temporary protection shall be carried out by the state administration authority through its unit for providing help for integration of these persons into society.

- The Ministry of the Interior decides on the asylum application. Against the decision of the Ministry a lawsuit can be filed to the Administrative Court.

The procedure for granting asylum is a administrative procedure and body of the state administration charged with interior affairs shall conduct the procedure in the first instance, receive applications and take decisions on applications, conduct the procedure and take decisions on the cessation and revocation of asylum and perform other tasks. The State Asylum Appeals Commission shall adjudicate appeals lodged against decisions of the first-instance body. The State Commission shall take a decision on each appeal by a majority of votes of the total number of members, within two months from the day on which the appeal was lodged, unless a shorter period is provided by this Law. The State Commission is made up of a president and four members. The president, deputy president and members of the State Commission shall be appointed by the Government of the Republic of Montenegro (hereinafter: Government) for a four-year term. An administrative dispute can not be initiated against the decision of the second-instance body.

The Law on Aliens regulates conditions for the entry, movement and the work of aliens and the conditions of stay and work. An administrative dispute may be started against an administrative or other act that has been passed in second instance before the Administrative Court of Montenegro. An administrative or other act may be disputed: in the case of violation of the codes of

procedure, in the case of inaccurate and incomplete establishment of the facts; in the case of inaccurate application of the material law. The complaint shall be accepted, or refused as unsubstantial by a judgment. If the complaint is accepted, the Administrative Court shall nullify the disputed act. When found that the disputed act shall be nullified, the Administrative Court may, if the character of affairs allows so and if the established facts offer a reliable ground for it, settle the matter by a judgment, under the rules stated in Law on Administrative Dispute. Against the legally binding decision of the Administrative Court the following extraordinary legal remedies may be submitted: a request for exceptional reconsideration of a court decision and request for repeat of the procedure. The request for extraordinary reconsideration of a court decision shall be decided on by the Supreme Court in a panel of three judges, in a non public session, The request for extraordinary reconsideration of a court decision may be filed in the following cases: violation of the material law; violation of the codes of procedure in the administrative dispute, which might affect the deciding on the matter. Upon request for a repeat of the procedure decides Administrative Court, in a panel of three judges, in a non-public session. A procedure concluded by a judgment or a decision shall be repeated upon request of a party: if the party discovers new facts, or finds or acquires the possibility to use new evidence, on which grounds the dispute might be settled more favorably for him/her, had these facts, i.e. evidence been put forward or used in the previous court procedure; if the court decision was reached due to a criminal act of the judge or an employee of the court, or the decision was achieved by deceit of the representative or attorney of the party, his/her opponent or the opponent's representative or attorney, and such a proceeding represents a criminal act; if the decision had been based on a judgment passed in a criminal or civil matter, and this judgment was later cancelled by another legally binding court decision; if a document, on which the decision is based, was false or altered falsely, or if a witness, assessor or party, has given a false statement during the hearing before court, and the court decision is based on that statement; if a party finds or acquires the possibility to utilize an earlier decision passed in the same administrative dispute; if an interested party had not been granted the possibility to participate in the administrative dispute; if the decision of the Administrative Court contradicts the judgment of the European Court of Human Rights in the same matter.

102. Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	37 [] NA [] NAP	264 [] NA [] NAP	135 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP
Divorce contentieux	6 [] NA [] NAP	99 [] NA [] NAP	73 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
Licenciement	53 [] NA [] NAP	315 [] NA [] NAP	113 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
Faillite	5 [] NA [] NAP	176 [] NA [] NAP	19 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	24 [] NA [] NAP
Vol avec violence	52 [] NA [] NAP	201 [] NA [] NAP	30 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Homicide volontaire	66 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	397 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
----------------------------	---	--	--	--	--	--

Commentaires The numbers have been rounded up, the exact data for % litigious divorce cases of cases pending for more than 3 years for all instances is: 0,53%.

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. Pursuant to the provisions of the Family Law, proceedings in marital disputes shall be initiated by a lawsuit. The procedure for the divorce agreement is initiated by the joint proposal of the spouses (the proposal for an agreement on divorce). If a spouse has filed a lawsuit for divorce and the other person expressly declares that he does not dispute the merits of the lawsuit at the latest until the conclusion of the main hearing, the spouses shall be deemed to have proposed a divorce agreement. In marital disputes initiated of one of the spouses, a mediation procedure shall be conducted in accordance with the Law on Mediation, unless there are circumstances indicating the existence of any form of domestic violence. Upon receipt of the lawsuit, the court shall convene a hearing and ask spouses to immediately disclose which mediator they wish to address for the purpose of conciliation or reaching agreement on the legal consequences of divorce.

If a spouse does not reach a mediator agreement, he or she shall be assigned by a court. The court shall, without delay, provide the mediator with a lawsuit, an act on his / her appointment to the mediator, the names and addresses of the spouses and the data of the joint children, if any. The mediator shall, within eight days from the receipt of the act, invite spouses, under the terms of personal delivery, to attend a mediation procedure without attorneys in which they will attempt to terminate the disputed relationships without conflict and without divorce.

The mediation procedure for attempting reconciliation shall be carried out within one month of the day the lawsuit has been filed with the mediator and the mediation procedure for reaching an agreement on the consequences of divorce within 60 days of the date of termination of the conciliation procedure. The marriage agreement of the spouses about sharing the common property shall enter in the sentence of marriage divorce. The spouses' agreement on the exercise of parental rights is included in the sentence of marriage divorce if the court finds that the agreement is in the best interest of the child. During the entire divorce proceedings, the court shall be obliged to cooperate with guardianship authorities and other professional services dealing with marriage and family issues, especially when spouses have joint children. During the proceedings in marital disputes, the court may, by means of a decision, impose provisional measures in order to provide support to the spouse and to accommodate his / her proposal. In marital disputes, no judgment can be made for omission or judgment on the basis of recognition or renunciation. In martial law parties can not conclude court settlement.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. The length of the proceedings shall be counted from the moment when the judge is charged with a single subject until the moment of hand in.

4.2.6. Gestion des flux d'affaires – ministère public

105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- [X] diriger ou superviser l'enquête policière
- [X] mener des enquêtes
- [X] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- [X] porter une accusation
- [X] soumettre l'affaire au tribunal
- [X] proposer une peine au juge
- [X] faire appel
- [] superviser la procédure d'exécution
- [X] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- [X] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- [X] autres attributions significatives (veuillez préciser) :

Commentaires In accordance with the Criminal Procedure Code, the state prosecutor issues a binding order or directly manages the activities of the law-enforcement competent authority during the preliminary investigation stage and files request for the protection of legality against the final decision and, also concludes plea agreements with the accused after gathering evidence in accordance with law.

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

- [X] affaire civiles
- [X] affaires administratives
- [] affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Submitting request for the protection of legality against a final court decision (Art.416 Civil Procedure Code), filing a complaint with the Administrative Court of Montenegro (Article 3 paras 3 and 4 of the Law on Administrative Procedure), submitting proposals for advertising with nullity of the decision (Article 261, in conjunction with Article 260 of the Law of Administrative Procedure), power to file a claim for the determination of the nullity of the contract under the Law on Obligations and power to undertake legal actions under the provisions of the Family Law for the protection of interests of the child etc.

107. La gestion des affaires par le procureur : nombre total des affaires pénales en première instance

	Reçues par le procureur au cours de l'année de référence	Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous) au cours de l'année de référence	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales traitées en première instance par le procureur	10 856	3 875	915	3 641
	<input type="checkbox"/>] NA	<input type="checkbox"/>] NA	<input type="checkbox"/>] NA	<input type="checkbox"/>] NA
	<input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/>] NAP

Commentaires The State Prosecutor's Office reports on the movement of criminality based on known perpetrators of crimes, therefore we have special reports for adult, legal, responsible and juvenile persons, which is kept by persons (9692), and when it comes to unknown perpetrators of criminal offences (2794) and cases in which indictments and grounds for suspicion are checked (8062), records are kept by cases.

In 2018, the State Prosecution Office rejected criminal charges against 3,875 persons (in 2017, against 3,461 persons, in 2016 against 3,798 persons, in 2015 against 3,225 persons), out of which against 316 persons under the jurisdiction of the Special State Prosecutor's Office (377 persons in 2017, 595 in 2016), against 3,512 persons under the jurisdiction of basic state prosecutor's offices (in 2017 3,056 persons, in 2016 3,139, in 2015 against 2,976 persons). Out of this number, it was against 617 persons after conducting deferred prosecution procedure (in 2017 against 659 persons, in 2016 against 591 persons, in 2015 against 487 persons), while criminal charges against 47 persons were dismissed within the jurisdiction of high state prosecutor's offices (in 2017 against 28 persons, in 2016 against 64

persons, in 2015 against 62 persons). Out of the total number of rejected criminal charges, only 363 persons were reported to the Special State Prosecutor's Office and high state prosecutor's offices, which confirms the conclusion that in most cases, criminal charges within the subject matter jurisdiction of basic state prosecutor's offices were decided by rejection.

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été portées par le procureur devant les tribunaux par le biais de cette procédure?

	Nombre de procédures du plaider coupable
Total	298 [] NA [] NAP
Avant que l'affaire ne soit portée devant les tribunaux	[] NA [X] NAP
Pendant la procédure judiciaire	[] NA [X] NAP

Commentaires In 2018, prosecutors resolved cases against 617 perpetrators (in 2017, 659 perpetrators, in 2016 against 591 perpetrators; in 2015, 487 perpetrators) by applying the deferred prosecution agreement. The above data indicate that the trend of applying alternative ways of resolving criminal cases in the State Prosecutor's Office has been maintained.

Pursuant to plea agreements, cases against 298 perpetrators of criminal offences were decided by judgments of the competent court (in 2017 240, in 2016 167, in 2015 57 agreements), out of which 255 agreements were reached in basic and high state prosecutor's offices (211 in 2017, 139 in 2016, 53 in 2015), and 43 agreements with the Special State Prosecutor's Office (29 in 2017, 28 in 2016, 4 in 2015) for the most serious crimes of corruption and organized crime

Please note that in the column "Cases received by the state prosecutor during the reference year" it is necessary to separate the data on the total number of cases because the State Prosecutor's Office reports on crime trends by known perpetrators of crimes, therefore we have separate data for adults, legal persons, responsible and juvenile persons, record of which is kept by persons (9692), and when it comes to unknown perpetrators of crimes (2794) and cases in which indications and grounds for suspicion are checked (8062), records are kept by cases.

We also point out that the data we provided in 2016 only related to the number of reported persons by known adult perpetrators of criminal offences, and that the work of state prosecutors in cases against unknown perpetrators of criminal offences and cases examining indications/evidence and grounds for suspicion were not shown.

108. Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur.

	Nombre d'affaires
Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3 + 4)	3 875 [] NA [] NAP
1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	[X] NA [] NAP
2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	[X] NA [] NAP
3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	[X] NA [] NAP
4. Autre	[X] NA [] NAP

109. Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?

Oui

Non

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107, 107-1 et 108.

Sources : Supreme State Prosecution Office

5.Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1.Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires Judicial Council is an independent body regulates appointment and termination of office of judges in Montenegro. Article 128 of the Constitution of Montenegro states the jurisdiction of the Judicial Council.

Article 28 of the Law on Judicial Council states that judges and Presidents of the Courts are elected on the bases of public announcement. The candidates' applications shall be submitted to the Judicial Council within 15 days as of the day of the public announcement.

Article 32 of the Law determines criteria for elections of judges to be appointed for the first time, namely: 1. Acquired knowledge with established subcriteria; 2. Ability to perform judicial function on the basis of established subcriteria; 3. Worthiness to perform judiciary function being valued based on established subcriteria .

For judges to be elected for the first time, the law prescribes the written examination of candidates by the Commission. Written examination shall be anonymous, and potential questions can be found on the Judicial Council website.

After the written examination conducted, interviews shall be organized with the candidates who passed the written test. Members of the Judicial Council evaluate candidates based on the interview, applicants' documentation and opinions, applying the criteria and sub-criteria from Article 32, 32a and 32b of the Law on Judicial Council and shall fill out standardized candidate assessment forms, which they submit to the Commission. The Commission establishes the average number of points, based on the evaluation of each member of the Judicial Council.

Based on an average score, the Commission makes a list of candidates for election to be submitted to the Judicial Council for decision - making. The Decision on the Selection The Judicial Council issues a secret ballot and the same has to hold a written statement of reasons. Each candidate shall have the right to inspect his documentation, as well as a written test, the opinion and the final grade of other candidates who have applied for the selection of the judge within 30 days from the date after the decision.

The decision of the Judicial Council on the election of a judge is final and an administrative dispute can be initiated against it. The Judicial Council publishes an internal notices for filling vacancies of judges on its website.

The right to apply for an internal vacancy shall have judges who want to be permanently allocated to another court of the same or lower instance.

The Judicial Council shall form a list of candidates for deployment from paragraph 2 of this Article, according to the results of the work in the last three years, or according to the evaluation of the work performed by the judge in accordance with this Law.

The Judicial Council on the basis of a list of candidates referred to in paragraph 3 of this Article, shall decide on the assignment of judges to another court of the same instance, taking into account the needs of the court in which a judge performs a judicial function and court in which it is seconded.

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de juges
- une instance composée seulement de non juges
- une instance composée de juges et de non juges

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The Judicial Council of Montenegro decides on the election of judges and presidents of all courts.

The Law on the Judicial Council and Judges regulates the procedure and criteria for the selection of judges for the first time elected.

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
- Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges: (plusieurs réponses possibles)

- Concours / Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen):

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge? (plusieurs réponses possibles)

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Les résultats d'évaluations
- Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): State prosecutor, i.e. judge shall be entitled to promotion to the state prosecution or court of a higher rank if given the grade excellent or good in the performance evaluation and if he/she meets the specific requirements stipulated for the election to that court.

State prosecutor, i.e. judge shall be entitled to promotion to the Supreme Court if given the grade excellent and if he/she meets the specific requirements for the election to the Supreme Court.

Criteria for the selection of judges who are advancing are:

- 1) the performance of the judge or the state prosecutor;
- 2) ratings of the interview with the candidate.

5.1.2. Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Le ministère public est-il :

- statutairement indépendant
- sous l'autorité du ministre de la Justice ou une autre autorité centrale
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (mutation, nomination...). The State Prosecutor's Office is a unique and independent state authority that performs the prosecution of perpetrators of criminal offences and other punishable offenses that are prosecuted ex officio - Article 134 of the Constitution of Montenegro.

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

- principalement par concours (concours ouvert)
- principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires The Law on State Prosecutor's Office 2015 defines the procedure of election of state prosecutors in detail. Vacant posts of state prosecutors in basic state prosecution office are filled in on the basis of the internal advertisement for voluntary reassignment of state prosecutors from one basic state prosecution office to another. Vacant posts of state prosecutors are filled on the basis of a public advertisement.

Vacancies of the state prosecutors in the basic state prosecution offices on the level of Montenegro are advertised by the Prosecutorial Council in the Official Gazette of Montenegro and in one of the printed media with the headquarters in Montenegro.

Criteria for election of the state prosecutor to be elected for the first time: 1) the grade given in written examination, i.e. the Bar examination grade given in line with the law regulating the Bar examination, 2) the grade given in the candidate interview.

Criteria for promotion of the state prosecutor:

- grade given in the performance evaluation
- interview evaluation grade

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de procureurs
- une instance composée seulement de non procureurs
- une instance composée de procureurs et de non procureurs

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The Prosecutorial Council elects and dismisses the heads of state prosecutor's offices and state prosecutors. The Prosecutorial Council has a president and ten members.

The Supreme State Prosecutor is the President of the Prosecutorial Council. Members of the Prosecutorial Council are:

1) five state prosecutors who hold permanent office and have at least five years of experience in discharging the prosecutorial duties; four; four of them are from the Supreme State Prosecution Office, Special State Prosecution Office and high state prosecution offices, and one from basic state prosecution offices elected and dismissed by the Prosecutorial Conference;

2) four eminent lawyers elected and dismissed by the Parliament of Montenegro on the proposal of the relevant working body;

3) one representative of the state administration body responsible for judicial affairs appointed by the Minister of Justice from among the employees of the Ministry of Justice.

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

Oui

Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs: (plusieurs réponses possibles)

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : According to the Plan of Vacant Prosecutorial Posts, a public advertisement for state prosecutors' posts for high and Supreme State Prosecutors Office is conducted through the promotion system.

Criteria for the election of state prosecutors:

- performance grade and

- grade in the interview.

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur?

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Les résultats d'évaluations

Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): Criteria for the election of state prosecutor to the state prosecutor's office of a higher rank are performance evaluation of the state prosecutor, i.e. judge who applied to the ad and the grade in the interview.

Criteria for performance evaluation of state prosecutors are professional knowledge and general competences for performing the duties of the prosecutorial office.

Professional knowledge is evaluated based on the following sub-criterion:

1) quantity and quality of work; 2) ability to plan and effectively conduct procedural actions; 3) the skill of preparing and keeping case files; 4) skills of using prosecutorial knowledge; 5) the skill of proceeding/acting; and 6) professional advancement.

General competences for discharging the duties of the prosecutorial office are evaluated on the basis of the following sub-criteria:

1) communication skills; 2) ability to adjust to changed circumstances; 3) ability to organize and coordinate prosecutorial staff and 4) participating in various professional activities.

5.1.3.Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

(X) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :67

() Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

[] Pour des raisons disciplinaires

[X] Pour des raisons organisationnelles

[] Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :

[] Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

() Oui, durée de la période probatoire (en années) :

(X) Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

(X) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :67

() Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : The function of the state prosecutor is permanent. Exceptionally, the person who is elected for the first time as State Prosecutor is elected for a period of 4 years.

The Supreme State Prosecutor and the heads of State Prosecutors' Offices are elected for a period of five years.

The Head of the State Prosecutor's Office and the State Prosecutor shall be dismissed from office if they are sentenced by a final judgment to a unconditional prison sentence

The dismissal is pronounced for the most serious disciplinary offences: 1) if he is convicted of an offence that makes him unworthy of performing his duties; 2) if he performs the prosecutorial office unprofessionally and unconscientiously.

State prosecutor's function ceases: 1) upon the expiry of the term of office 2) resignation; 3) fulfilment of requirements for for old-age pension; 4) termination of citizenship.

The head of the state prosecutor's office ceases when: 1) upon expiry of the term of office he/she is elected to; 2) if his function of the state prosecutor is terminated 3) upon his/her request or due to closing or merging of state prosecution offices.

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

(X) Oui, durée de la période probatoire (en années) :4 years for the first appointment

() Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Judicial Council, Prosecutorial Council.

5.2. Formation

5.2.1. Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Formation continue générale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires When it comes to training activities for the use of computers in courts these training activities are conducted by the Judicial Council and Human Resource Management Authority which are in charge for this type of training.

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	[] Régulièrement (par exemple tous les ans) [X] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	[] Régulièrement (par exemple tous les ans) [X] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	[] Régulièrement (par exemple tous les ans) [X] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	[] Régulièrement (par exemple tous les ans) [X] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges : The Centre for Training in Judiciary and State Prosecution has been continuously organizing and implementing trainings of judges and state prosecutors in order to strengthen their professional capacities according to the training programs, in conformity with the Law. Judges and state prosecutors have the right and duty to attend in-service training to which they apply according to their own interest, at least two working days a year.

Trainings in the Centre are implemented in accordance with the annual training program consisting the areas for which the training is conducted in one calendar year, the dynamics and deadlines for the implementation, the structure and number of participants, the professional structure of the lecturers, the necessary funds, as well as the manner of evaluating the activities of the program. On the basis of the annual training program, special programs for in-service training are adopted in accordance with the Law.

www.cosdt.me In 2018, the Centre implemented 92 activities of in-service training of judges and state prosecutors, i.e. 163 days of training, either independently or in cooperation with the state institutions, international partners and NGO sector.

In addition, judges and state prosecutors, via the Centre, took part in 25 trainings that were held outside Montenegro, organized by regional and European training institutions, i.e. Montenegrin judges and state prosecutors participated in a total of 117 trainings.

Out of 312 judges in Montenegro, 266 judges participated in the trainings.



5.2.2. Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires When it comes to training activities for the use of computers in state prosecution offices these training activities are conducted by the Prosecutorial Council and Human Resource Management Authority which are in charge for this tape of training.

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs : The Centre for Training in Judiciary and State Prosecution has been continuously organizing and implementing trainings of judges and state prosecutors in order to strengthen their professional capacities according to the training programs, in conformity with the Law. Judges and state prosecutors have the right and duty to attend in-service training to which they apply according to their own interest, at least two working days a year.

Trainings in the Centre are implemented in accordance with the annual training program consisting the areas for which the training is conducted in one calendar year, the dynamics and deadlines for the implementation, the structure and number of participants, the professional structure of the lecturers, the necessary funds, as well as the manner of evaluating the activities of the program. On the basis of the annual training program, special programs for in-service training are adopted in accordance with the Law.

www.cosdt.me In 2018, the Centre implemented 92 activities of in-service training of judges and state prosecutors, i.e. 163 days of training, either independently or in cooperation with the state institutions, international partners and NGO sector.

In addition, judges and state prosecutors, via the Centre, took part in 25 trainings that were held outside Montenegro, organized by regional and European training institutions, i.e. Montenegrin judges and state prosecutors participated in a total of 117 trainings.

Out of 118 state prosecutors in Montenegro, 107 state prosecutors participated in the trainings.

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Une institution pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une institution pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une institution commune pour juges et procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'institution pour l'année de référence, en €
Une institution pour les juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Une institution pour les procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Une institution commune pour les juges et procureurs	624 240 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires In 2018, the allocated Budget for the work of the Centre for Training in Judiciary and State Prosecution amounted to a total of € 624,240.06, out of which amount is financed not only the initial and in-service training activities, but also a training program for trainees in courts and the state prosecutor's offices, as well as the salaries of employees, fees for the work of the Centre's bodies, costs of the electricity, telephone, maintenance, material costs and all other expenses related to the functioning of an independent institution. Out of the abovementioned amount, € 174,973.13 was spent on organizing trainings (for judges, state prosecutors, candidates for judges and candidates for state prosecutors and trainees). Support provided by international organizations for the implementation of the in-service training amounted to € 403, 220.91, of which the amount of donations provided to the Center was € 26.139,49.

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. Judges and prosecutors have compulsory initial training.

131-2. Nombre de formation continue (en jours) organisées par l'institution de formation judiciaire à l'intention des juges, des procureurs, du personnel non-juge et du personnel non-procureur

	Nombre de formation continue organisée, en jours (sans e-learning)	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	416 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Seulement pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Seulement pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Seulement pour le personnel non-juge	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Seulement pour le personnel non-procureur	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
5. Autres formations communes	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires :

E2. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Data on the total number of training days for all the aforementioned categories (416) are derived from the Annual Report

on the Work of the Centre, which can be found on the Centre's website www.cosdt.me. The Centre always implements joint trainings for the aforementioned categories of the representatives of the judiciary and the state prosecution office, except when it comes to civil matters, and these trainings are intended for civil judges (as well as bailiffs, notaries ...), i.e. 22 days of training during 2018. When it comes to the theoretical part of the initial training, where candidates for judges and candidates for state prosecutors are trained together, during 2018, a total of 157 days of training was conducted.

In 2018, the Centre for Training in Judiciary and State Prosecution started implementing the theoretical part of the professional training of trainees in the courts and the state prosecutor's offices, in accordance with the Law on Trainees in the Courts and the State Prosecutor's Office and the Bar Examination ("Official Gazette of Montenegro" no. 55/2016 and 57/2016). The theoretical part of the professional training is implemented by the Centre according to the joint Training Program for Trainees in the Courts and the State Prosecutor's Office, and herewith, during 2018, 36 days of training were conducted.

Advisors in courts and prosecutor's offices also have the possibility of participation in trainings intended for both judges and state prosecutors

5.3.Exercice de la profession

5.3.1.Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	21 536 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 852 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	48 605 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	28 757 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Procureur au début de sa carrière	18 653 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 305 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	32 556 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	21 336 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires The difference in the gross and net wages of state prosecutors in relation to prior reporting is the result of amendments to the Law on Salaries of Public Sector Employees 2017, which among other things reduced the coefficients to state prosecutors. Law on wages of civil servants and state employees defines wages and positions in public sector as well as coefficients of wages of judges and state prosecutors. There has been an increase of coefficients for judicial office holders and thus increase of annual salaries. This applies to Presidents of Courts as well as to heads of public prosecution offices.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Retraite spécifique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Logement de fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre avantage financier	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. special allowance, life insurance, salary supplements for work in commissions and other bodies

[] NAP

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser. According to the Constitution of Montenegro, a judge cannot perform a post or other public function or professionally perform any other activity. At the request of a court president or judge, the Judicial Council gives an opinion on whether certain activities shall be considered as a professional performance of an activity incompatible with the performance of a judicial function.

The judge who performs scientific, educational and artistic activities as well as activities protected by copyright shall not be deemed to professionally perform other activity within the meaning of the Constitution.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser : According to the Constitution of Montenegro, the state prosecutor cannot exercise a parliamentary and other public office, nor professionally perform any other activities.

The Prosecutorial Council provides an opinion on the incompatibility of performing certain tasks with the performance of prosecutorial function.

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser les conditions et éventuellement les montants:

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

138-1. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

() juges uniquement

juges et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-2. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. In one procedure, the Commission adopted the Opinion, in accordance with the guidelines from December 2018 jointly developed and adopted by the Commission on Judicial Code of Ethics and the Commission for the Prosecutorial Code of Ethics, with the expert support of the Council of Europe through the "Accountability in the judicial system." There are three guidelines, namely: Guidance on the issue of permissible limits of use accounts on social networks in terms of professional ethics of judges and public prosecutors; Guidelines in relation to permitted activities which judges/state prosecutors may perform along the with judicial/prosecutorial office; and guidelines in relation to the issue of participation of judges and public prosecutors in political activities in terms of the principle of independence and impartiality.

NAP

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-4. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

procureurs uniquement

procureurs et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser :

Commentaires The Commission for the Prosecutorial Code of Ethics has a president and two members. The President is elected from among the members of the Prosecutorial Council who is not a state prosecutor, one member is chosen by the extended session of the Supreme State Prosecutor's Office from among state prosecutors, and the other member is the president of the Association of State Prosecutors of Montenegro.

The Conference of State Prosecutors is elected by the President of the Commission for the Code of Ethics of State Prosecutors

138-5. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

NAP

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1.Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions



140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (plusieurs options possibles) ?

- Justiciables
- Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (plusieurs options possibles) :

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :
- Ceci n'est pas possible

Commentaires Minister of Justice and the Commission for monitoring application of the Prosecutorial Code of Ethics.

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (plusieurs options possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires The Judicial Council issued a brochure for applicants complaints against judges and court president in 2017. It can be

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires The procedure of determining disciplinary liability for minor and more serious disciplinary offenses is carried out by the disciplinary council upon the accusatory motion of the disciplinary prosecutor.

The Disciplinary Council consists of three members of the Prosecutorial Council, out of which two are from the rank of state prosecutors and one member from the rank of eminent lawyers who is the president of the disciplinary council. The Supreme State Prosecutor cannot be a member of the Disciplinary Council.

The members of the disciplinary council and their deputies are appointed by the Prosecutorial Council upon the proposal of the President of the Prosecutorial Council.

The Prosecutorial Council conducts the procedure for determining disciplinary liability for the most serious disciplinary offenses upon the motion of the disciplinary prosecutor.

5.4.2. Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : It does not provide data on assets and income in accordance with the regulations governing the prevention of conflicts of interest.

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	0 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
1. Réprimande	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
4. Amende	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
5. Diminution de salaire temporaire	0 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
6. Rétrogradation de poste	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
8. Démission	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
9. Autre	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
10. Révocation	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 144 et 145 :

Sources : Secretariat of the Judicial Council, Secretariat of the Prosecutorial Council.

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1. Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	911 <input type="checkbox"/> NA	616 <input type="checkbox"/> NA	295 <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

NA

NAP

Commentaires

149. Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice (plusieurs options sont possibles) pour les :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Affaires civiles	[]	[]	[]
Affaires de licenciement	[]	[]	[]
Affaires pénales - Défendeur	[]	[]	[]
Affaires pénales - Victime	[]	[]	[]
Affaires administratives	[]	[]	[]

NAP

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des avocats :

149-0. En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients au tribunal :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Membre de la famille	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Personne concernée elle-même	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Syndicat	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si « autres », veuillez préciser. De plus, veuillez préciser pour les catégories mentionnées quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : Special types of representation deal with the special laws, for different types of procedures- different representations are provided, so it is not possible to give a concrete answer of this question, in relation to the offered answers.

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- Activité notariale
- Arbitrage/médiation
- Mandataire
- Syndic de copropriété
- Agent immobilier
- Autres (veuillez préciser) :

Commentaires The answer is NO. It is not allowed to practice law simultaneously with any other activity, except in the field of science, literature, art, publicists, pedagogy, translation and sport. Along with doing allowed activities, lawyers also have the right to take part in management of appropriate professional associations and societies.

During doing jobs on managing positions in state authorities, public services and companies, if lawyer does not decide to be deleted from the directory of lawyers, it is obliged for every lawyer to ask from Bar Association allowing the resting rights and obligations of the lawyer, and they are not allowed to use the title „lawyer“, for that period.

It is not in contradiction with the Code of Professional Conduct of the lawyers if the lawyer is a member of managing team in expert, working and other professional government or non-government bodies, in humanitarian organisations, NGOs for human rights and freedom protection, publishing and editing committee, as well as in similar organisations and societies.

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

- Avocat indépendant
- Avocat salarié
- Avocat d'entreprise

Commentaires The Law on solicitors of Montenegro do not state the above categories of lawyers. According to the Law, an attorney shall practice law independently or in a law firm or in a partnership law firm. Two or more attorneys may have one joint law firm. A joint law firm shall be established under a contract that regulates mutual business and property relations. A joint law firm shall be enrolled in the register of joint law firms. An attorney shall represent in any instance court and in any type of proceedings, regardless his practice in the previously stated categories.

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

un barreau national

un barreau régional

un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

Commentaires - Si non, veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to the Law:

1) a lawyer as a defense attorney of a juvenile, in criminal proceedings, who is ex officio appointed by a court or a state prosecutor (since the defense is mandatory and the juvenile or his legal representative does not elect a lawyer) must have special knowledge in the area of the protection of juvenile delinquency in criminal proceedings, and the same advocacy specialty is being implemented through training.
2)in family law disputes - the case for the protection of the rights of the child and the dispute over the exercise of parental rights, the temporary agent is appointed from the rank of attorneys from the list of attorneys who have undergone training in the representation of children in family law proceedings, conducted by the Ministry of Justice.

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 146 et 148 :

Sources : BAR Association of Montenegro.

6.1.2.Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3. Standards de qualité et procédures disciplinaires



157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser : The right to file a disciplinary appeal against a lawyer shall have any person who considers that an attorney in the performance of an activity has violated any of the lawyer's duties, and this also applies to the amount of remuneration. Such appeals shall be submitted, in the form of disciplinary appeal, to the Disciplinary Prosecutor of the Chamber of Montenegro.

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule

fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	6 [] NA [] NAP
1. Faute déontologique	6 [] NA [] NAP
2. Insuffisance professionnelle	0 [] NA [] NAP
3. Délit pénal	0 [] NA [] NAP
4. Autre	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	2 [] NA [] NAP
1. Réprimande	0 [] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [] NA [] NAP
4. Amende	2 [] NA [] NAP
5. Autre	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons :

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1 Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1. Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal



163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : In the divorce disputes the claims of one of the spouses is carried out through mediation in accordance with the Law on Mediation and Family Law, except in cases where there are circumstances that point to the existence of any form of domestic violence.

Also, in Article 27a of the Law on Mediation it is stipulated in which cases the court is obliged to refer the parties to a meeting with the mediator:

1. when provided for by a special law

2. when he or she determines that it is in the best interest of the child whose rights and interests it decides

3. when litigation in property law litigation is initiated requiring fulfillment of the obligation to perform, in:

- the disputes in which Montenegro is liable

- small claims

- Economic disputes

- disputes involving more than five parties on one side

- disputes concerning the division of property of spouses.

Upon receipt of the lawsuit, the court will schedule a hearing and ask the spouses to immediately state which mediator they want to address in order to attempt to settle or reach an agreement on the legal consequences of the divorce. If spouses do not reach an intermediary agreement, they will be appointed by the court. If the spouses are reconciled, the lawsuit is deemed to be withdrawn.

The intermediary is obliged to inform the court to which the lawsuit is filed and to provide him with a minutes of the conciliation and a record containing the agreement of spouses on exercising the parental right and on the divorce of the joint property or the statement of the spouses that the agreement has not been reached

Pursuant to the Law on Amendments to the Law on Civil Servants and State Employees as of March 2019, there stands the obligation of civil servants and state employees to, in terms of the procedural presumption, if they consider that their rights from work and on the basis of their work has been violated, they are entitled to peaceful resolution of labor dispute before the competent authority, one of which is the Center for Mediation.

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

Oui

Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : Not for the time being, although the proposal for the new Law on the ADR provides for such an obligation in certain types of disputes.

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou

renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires familiales	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires pénales	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires liées aux consommateurs	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

Oui

Non

[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In proceedings referred to mediation by a court, parties may use the services of lawyers, in accordance with the Law on Free Legal Aid, with the parties in such mediation procedures being exempted from paying remuneration and remuneration to mediators.

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	98 [] NA [] NAP	25 [] NA [] NAP	73 [] NA [] NAP

Commentaires

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement

Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	708 [] NA [] NAP	655 [] NA [] NAP	378 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales	128 [] NA [] NAP	115 [] NA [] NAP	37 [] NA [] NAP
2. Affaires familiales	124 [] NA [] NAP	117 [] NA [] NAP	37 [] NA [] NAP
3. Affaires administratives	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	423 [] NA [] NAP	390 [] NA [] NAP	271 [] NA [] NAP
5. Affaires pénales	33 [] NA [] NAP	33 [] NA [] NAP	33 [] NA [] NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : The data comes from Centre for Mediation.

Regarding commercial disputes, they are less represented, mainly due to the fact that business entities, and primarily their lawyers, do not necessarily consider positively mediation. In 2017, there was more commercial disputes referred to mediation by the Commercial Court, since then was organized the mediation Week in the Commercial Court. There was a significant increase in mediation cases in labor disputes in front of the Mediation Centre, because in some cities of Montenegro, due to the previous positive experience of the parties, citizens and some lawyers recognized the importance of resolving disputes through the mediation process and benefits that it can have for the party itself.

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires Parties in labor disputes - both individual and collective, may, in accordance with the Law on Peaceful Settlement of Disputes, voluntarily decide to settle the dispute to the facilitator or arbitrator.

A facilitator is a person who provides assistance to parties in a collective dispute and gives a recommendation with the aim of concluding a dispute settlement agreement, and the arbitrator is the person who leads the dispute and decides on the subject of an individual dispute. For the purpose of conducting professional tasks related to the peaceful settlement of labor disputes, the Agency for the Peaceful Settlement of Labor Disputes was founded.

G1. Veuillez indiquer la source de la réponse à la question 166 :

Source : Centre for Mediation.

8.Exécution des décisions de justice

8.1.Exécution des décisions en matière civile

8.1.1.Fonctionnement

169. Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

170. Nombre d'agents d'exécution

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'agents d'exécution	31 <input type="checkbox"/> NA	22 <input type="checkbox"/> NA	9 <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

171. Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles) :

des juges

des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques

des huissiers de justice attachés à une institution publique

autre

Commentaires - Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs) : A Bailiff carries out activities as a public service, independently, professionally and as sole interest, in accordance with the Law on Enforcement and Security and the Law on Bailiffs.

171-1. Les agents d'exécution ont-ils le monopole dans l'exercice de leur fonction ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des agents d'exécution ou au contraire des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés: Authorizations under the jurisdiction of public enforcement is established with the Law on Enforcement and Securities and the Law on Bailiffs, and shall apply exclusively to these public servants

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des immeubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Saisies des rémunérations	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Mesures d'expulsion	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Autres	() Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [X] NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- [] Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- [] Recouvrement de créances
- [X] Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- [X] Séquestres
- [] Constats
- [] Service des audiences près les juridictions
- [] Conseils juridiques
- [] Procédures de faillites
- [] Missions confiées par le juge
- [] Représentation des parties devant les juridictions
- [] Rédaction des actes sous-seings privés
- [] Administrateur d'immeubles
- [] Autres

Commentaires

172. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession

d'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

173. La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par (la réponse NAP signifie que la profession n'est pas organisée) :

une instance nationale

une instance régionale

une instance locale

NAP

Commentaires

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

175. Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources pour la réponses à la question 170 :

Source : Chamber of Bailiffs.

8.1.2.Efficacité des services d'exécution



177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

179. Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés ?

180. Si oui, qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?

un organisme professionnel

le juge

le ministère de la Justice

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The Ministry of Justice shall perform supervision over the legality of work of judicial officers and of the Chamber ex officio or upon a proposal of a president of a court for whose territory the bailiff is appointed, as well as upon a proposal of parties and participants to the proceedings. Ministry may order measures, as part of performing the supervision over the legality of work of the judicial officer and of the Chamber, to remove the shortcomings in the work of bailiff and define the deadline for

acting in line with such measures.

183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?

Veillez n'en indiquer que 3 au maximum.

- absence de toute exécution
- non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques
- manque d'information
- durée excessive
- pratiques illégales
- supervision insuffisante
- coût excessif
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires Dissatisfied litigants have a possibility for complaints against enforcement officers, in order with legislation.

184. Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : All courts in Montenegro annually issue a Resettlement Action Plan and Program, and within the PRIS, there is a statutory monitoring of backlog of cases in the courts. In connection to this, the Basic Court in Podgorica as court with highest number of backlog cases, adopted the Strategy of reducing the number of cases for enforcement, which is to help to significantly reduce the backlog of enforcement cases. These enforcement cases are mostly been completed.

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
pour les affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

- entre 1 et 5 jours
- entre 6 et 10 jours
- entre 11 et 30 jours
- plus (veuillez préciser) :

NA

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	4 [] NA [] NAP
1. Pour faute déontologique	0 [] NA [] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	0 [] NA [] NAP
3. Pour délit pénal	0 [] NA [] NAP
4. Autre	4 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	4 [] NA [] NAP
1. Réprimande	0 [] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [] NA [] NAP
4. Amende	4 [] NA [] NAP
5. Autre	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : Chamber of Bailiffs.

H1. Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

Source : Chamber of Bailiffs.

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1.Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)

- Juge
 Procureur
 Services pénitentiaire et de probation
 Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
 Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
 50-79%
 Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9.Notaires

9.1.Profession de notaire

9.1.1.Nombre et statuts des notaires

192. Si votre pays dispose de notaires, veuillez indiquer leur nombre et leur statut. Sinon, veuillez passer à la question 197.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	53 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	20 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	33 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Professionnels nommés par l'Etat	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Fonctionnaires	53 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	20 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	33 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

4. Autre	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser le statut de ces notaires :

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (plusieurs options possibles) :

- diplôme
- expérience professionnelle/formation professionnelle
- examen
- procédure de nomination par l'Etat
- autre (veuillez préciser):

Commentaires

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :67
- non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles):

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification
- certification des signatures
- contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- médiation
- prestation de serments
- autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :

Commentaires Real estate purchase contracts, establishing mortgages – mortgage declarations, mortgage contracts, contracts on lifetime support, wills, real estate exchange contracts, real estate donation contracts.

194-1. Les notaires ont –ils des droits exclusifs dans l'exercice de leurs fonctions :

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification
- certification des signatures
- contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- médiation
- prestation de serments
- autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou, au contraire, des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés: Notaries only have the exclusive right to make contracts that have real rights for the trade. In relation to the verification of transcripts, signatures and manuscripts, they have competitiveness with the courts.

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Autres

Commentaires

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes numériques spécialisés dans leur activité ?

- Dans l'élaboration d'instruments authentiques
- Dans l'enregistrement d'instruments authentiques (archives)
- Pour d'autres activités (veuillez préciser) :

Commentaires Some notaries, but in smaller numbers, have devices for recording identification documents.

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
- Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- une instance professionnelle
- le tribunal
- le ministère de la Justice
- le procureur
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires The court has jurisdiction to control only in procedure in inheritance matters.

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

- Oui
- Non

Commentaires

I1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 192:

Sources : Chamber of Notaries.

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1. Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

199. Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :

[303]

NA

NAP

Commentaires Decrease in the number of accredited and registered court interpreters is due to the new and more strict requirements in terms of appointment which is the consequence of the amendment to the Law.

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) : Court interpreter shall be a person who:

- is a Montenegrin citizen or a national of a Member State of the European Union;
- with general health and capacity to act;
- which has not been convicted for a criminal act that makes him unworthy of performing the duties of an interpreter;
- against whom no criminal proceedings for a criminal offense which is prosecuted ex officio, is undergoing;
- has a higher education qualification VIII level of education;
- with at least five years of experience with higher education;
- besides knowledge of the Montenegrin language has excellent performance in language from which translates oral or written text; - is familiar with the organization of public authorities, the judiciary and state administration and procedural legal terms.

The interpreter is bound to translate conscientiously, impartially and in accordance with the rules of translation and science.

Court interpreter is considered unprofessional if he gives incomplete, vague, contradictory or inaccurate translations, and if performs translation that does not meet professional standards in the field of translation.

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection Ministry of Justice

Commentaires

J1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 199

Sources : Ministry of Justice.

11. Experts judiciaires

11.1. Profession d'expert judiciaire

11.1.1. Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (plusieurs options possibles):

experts à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation,

experts nommés par le tribunal pour mettre à la disposition de celui-ci leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait,

«Experts juristes » qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement).

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

202-1. Existe-t-il des listes ou des bases de données d'experts judiciaires agréés ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment est évaluée sa compétence ? par qui ?) : Judicial Experts Commission shall decide on the appointment of an expert witness, who is bound to take an oath before the Ministry of Justice.

202-2. Qui est responsable de l'enregistrement des experts judiciaires?

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaires

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

Oui, pour combien de temps?

Non

Commentaires

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

la procédure judiciaire

le métier de l'expert

autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

Oui

Non

Commentaires

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	386 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Decrease in the number of accredited and registered court experts was due to the new and more strict requirements in terms of appointment which is the consequence of the amendment to the Law

205-1. Qui fixe la rémunération de l'expert ?

- Judge

206. Existe-t-il des dispositions impératives relatives à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire dans le cadre des procédures judiciaires ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge : The term shall be determined by the judge in the decision on the engagement of the expert.

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre affaires	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

207. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter et/ou les nommer sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser qui est responsable de cette sélection Judicial experts Commission of the Ministry of Justice

Commentaires The Law on Court Experts has been amended in 2016 and responsible is the Judicial experts Commission of the Ministry of Justice.

207-1. Le juge contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

Oui

Non

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 205

Sources : Ministry of Justice.

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1. Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Veuillez préciser si ces réformes sont en préparation ou si elles ont simplement été envisagées jusqu'alors. Des projets innovants ont-ils été mis en œuvre ? Si possible, respectez les catégories suivantes:

1. Programmes de réforme généraux In the previous period, the semi-annual reports on the implementation of the Action Plan for monitoring of implementation of the Judiciary Reform Strategy for the period 2014-2018, adopted by the Government, continuously monitor the implementation of this strategy.

In September 2019 the Government adopted new Strategy for the Reform of the Judiciary 2019-2022 and accompanying Action plan. The Strategy rests on strategic goals that are based on the assessments of achieved goals from the earlier Strategy from 2014, and on the basis of findings and recommendations contained in numerous reports and analyses about the reform of the judiciary of the international organisations, institutions and local non-governmental organisations. Therefore, this Strategy recognises and addresses the main challenges, findings and recommendations resulting from the integration process of Montenegro in the EU and Montenegro's international commitments under the process of negotiations for Chapter 23. The following are some of the relevant documents that laid the foundations for preparation of the Strategy: Montenegro Progress Reports by the European Commission, Program of Accession of Montenegro to the EU, Temporary measures from Chapter 23 (especially the measure No 23 that refers to the adoption and implementation of the national strategy for the reform of the judiciary and the present Action Plan), reports produced by the UN committees (CRC, UNCAC, CEDAW, HRC) and Council of Europe committees (CEPEJ, MONEYVAL, GRECO, GRETA), Analyses of the Judiciary in Montenegro produced by the World Bank etc.

In the future, reform activities will focus on achievement of several strategic goals. Further strengthening of independence, impartiality and accountability of the judiciary remain a priority for Montenegro in the EU integration process. Increased efficiency of the judicial system will lead to improvements in the better quality of respect for human rights and the rule of law. In the future, increased accessibility and transparency of judicial institutions should result in a stronger public trust in the judiciary. Reform processes will also contribute to the improvement of international and regional judicial co-operation and to further capacity building of judicial institutions. Furthermore, a special part of the Strategy is focused on strategic guidelines, the aim of which is the reform and further development of judicial institutions and other institutions working with the judiciary. The results so far call for a further commitment for a full implementation of laws and application of practices of the European Court of Human Rights and the international standards.

The Action Plan will define the measures and activities for the implementation of strategic goals and guidelines defined by the Strategy.

2. Budget /

3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du

nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments) New legislation in the field of justice adopted in 2015 (Law on Courts, Law on Judicial Council and Judges, Law on State Prosecution Office) shall be continuously implemented. In the previous period, the semi-annual reports on the implementation of the Action Plan for monitoring of implementation of the Strategy for ICT Judiciary 2016-2020 ,adopted by the Government, continuously monitor the implementation of this strategy.

3.1. Accès à la justice et aide judiciaire /

4. Conseil supérieur de la magistrature In order to overcome the problem of election of the new Judicial Council that arose due to the lack of a constitutional two-thirds majority in the Parliament of Montenegro for the appointment of members of Judicial Council from among eminent lawyers, the Law amending the Law on Judicial Council and Judges was adopted in 2018. This Law, according to the recommendations of the Venice Commission, has improved the existing law regarding the mandate of the Judicial Council in cases when following the expiry of the Judicial Council's mandate, new Council cannot be elected. Moreover, this Law improved the procedure of election of members of the Council from among the eminent lawyers, who are appointed by the Parliament of Montenegro, upon a proposal of a competent committee of the Parliament.

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc. Institutional development of the Centre for Mediation and of mediators' work through the implementation of activities from the Programme of Development of Alternative Dispute Resolution 2019-2021, adopted by Government.

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération /

7. Exécution des décisions de justice /

8. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges /

9. Lutte contre la criminalité /

9.1 Système pénitentiaire In the previous period, the semi-annual reports on the implementation of the Action Plan for monitoring of implementation of the Strategy for the Execution of Criminal Sanctions 2017-2021, adopted by the Government, continuously monitor the implementation of this strategy.

9.2 La justice adaptée aux enfants /

9.3 La violence entre partenaires /

10. Nouvelles technologies de l'information et de la communication /

11. Autres /